
RECEPTION AU PALAIS DE L'ELYSEE

4 FEVRIER 2016

DISCOURS DE JEAN-LOUP SALZMANN

Monsieur le Président de la République, madame la Ministre, monsieur le Secrétaire d'Etat, monsieur l'Ambassadeur, monsieur le député, madame la sénatrice, mesdames et messieurs les recteurs, mesdames et messieurs les présidents et directeurs, chers partenaires et amis des universités,

Je ne peux en ce moment m'empêcher de penser à Pierre SINEUX qui aurait du être parmi nous ce soir et qui a été fauché en 24 heures par une encéphalite. Pierre SINEUX était président de l'université de Caen, il avait 54 ans, était également membre de notre conseil d'administration et très impliqué dans l'action de la CPU. Il va nous manquer.

Monsieur le Président de la République, en recevant la CPU, ici même, le 14 décembre 2014 vous avez créé un précédent.

En décidant de nous recevoir à nouveau, vous venez de créer une tradition !

C'est donc la seconde fois que la CPU est ainsi honorée par la plus haute autorité de l'Etat. Monsieur le Président de la République, nous y sommes très sensibles et nous vous en remercions.

Depuis notre dernier diner, la démocratie a été frappée par des barbares. Les attentats contre Charlie, l'Hypercashier, le Bardo, Garissa, le Bataclan ont renforcé notre intime conviction sur le rôle essentiel de l'Université pour tenter d'expliquer et de comprendre les grandes transformations sociétales, les dangers et risques qui nous menacent et nous ébranlent. L'Université doit

donner des clés pour comprendre mais elle doit aussi être source de solutions pour agir et transformer le monde et la société.

Nous sommes convaincus qu'il n'y a de remède contre cet extrémisme et ce fanatisme que dans encore plus d'éducation, encore plus de recherche et encore plus de culture. L'Université française est au service de la Nation pour l'aider à surmonter cette menace, car la solution n'est pas que militaire et sécuritaire, elle est aussi politique et culturelle. Cela implique une action en profondeur et une action dans la durée ; en particulier, il est nécessaire de consolider notre pacte républicain qui promet à chaque enfant, quel que soit le niveau social ou culturel de ses parents, de pouvoir trouver une place dans la société correspondant à ses talents. L'Université se doit de pouvoir fournir à tous les moyens de l'ascension sociale fondée sur ses mérites. C'est vous, monsieur le Président qui, par la loi du 8 juillet 2013, avez voulu que le premier article du code de l'éducation précise qu' « outre la transmission des connaissances, la Nation fixe comme mission première à l'école de faire partager aux élèves les valeurs de la République [et que] le service public de l'éducation fait acquérir à tous les élèves le respect de l'égalité des êtres humains, de la liberté de conscience et de la laïcité ». Monsieur le Président, les universités sont bien évidemment totalement investies dans cet objectif et elles entendent bien rappeler qu'elles veulent et doivent être associées pleinement aux missions fondamentales de l'Ecole.

Par les promesses de la jeunesse qu'elle accueille et la vitalité de sa recherche, l'Université incarne parfaitement l'avenir et l'espérance d'une nation. En effet, au-delà des retombées économiques, l'investissement dans l'enseignement supérieur se mesure aussi par le rayonnement international d'un pays, par son

attractivité et par l'influence durable que sa culture et son savoir impriment par-delà ses frontières. Nous vous remercions d'associer à une grande partie de vos visites d'Etat des représentants de nos établissements universitaires qui participent ainsi au rayonnement de notre pays.

Je me réjouis, dans un autre registre, que nous ayons été capables, aux cotés des autorités publiques, d'engager toute notre communauté académique dans l'accueil de collègues et étudiants réfugiés, syriens et irakiens en particulier, fuyant la guerre et les persécutions, leur permettant ainsi de poursuivre dans un cadre plus serein une activité académique normale et de s'insérer rapidement dans notre pays.

Investir dans le savoir, c'est avant tout préparer la France de demain. Nous sommes particulièrement sensibles à vos engagements sur la formation de 500 000 chômeurs. Monsieur le Président de la République, nous sommes prêts, aux cotés des forces que vous avez mobilisées, pour jouer pleinement notre rôle et remplir nos missions. Le « nous » exprimant l'unité rassemblée ici ce soir. Je ne peux en effet que me réjouir du signe d'unité et de rassemblement des forces de la connaissance que nous donnons ce soir en saluant plus particulièrement la présence de la présidente de la CGE et celle du président de la CEDEFI, ainsi que les dirigeants des organismes de recherche présents à nos côtés.

Plus de 30 000 étudiants supplémentaires ont rejoint à cette rentrée l'Université, et l'an prochain, nous en attendons autant. C'est une très bonne chose et bien évidemment nous nous en réjouissons.

Ce véritable « boom démographique », c'est l'équivalent de 2 nouvelles universités en plus par an ; avec malheureusement des moyens qui ne progressent pas à la même vitesse.

L'annonce du lancement d'un nouveau programme d'investissement d'avenir est pour nous une excellente nouvelle ; et nous nous félicitons d'autant plus qu'une part importante soit consacrée à la formation et la recherche. Les investissements d'avenir ont permis de conforter des laboratoires, des formations et des universités sur la voie de l'excellence. Je veux publiquement remercier le gouvernement d'avoir lancé un deuxième, puis un troisième programme. Il est vital pour notre pays que nos universités - je parle bien entendu de l'ensemble des structures d'enseignement supérieur et de recherche publiques - puissent se confronter à armes égales aux universités du monde entier. Or nous avons bien du retard à rattraper.

Je sais ces préoccupations partagées par Louis Schweitzer, que je salue.

La France a un déficit d'attractivité. Nous peinons à capter les talents internationaux. La qualité de notre enseignement supérieur et de notre recherche est reconnue mais elle doit être consolidée.

C'est un tel élan qui permettra à nos laboratoires de recherche de se mesurer à la compétition internationale. Les principaux concurrents de la France ont compris que le développement de leur économie, quand ce n'est pas sa survie, passe par une recherche de pointe qui irrigue non seulement l'industrie mais aussi les services.

L'attractivité passe aussi par les représentations et les symboles : Monsieur le Président, quand à l'occasion de vos déplacements à l'étranger, vous visitez une université ; lorsqu'au cinéma l'action se situe sur les campus américains, anglais ou asiatiques, vous y voyez le symbole de la puissance politique et scientifique de ces pays.

Vous avez ici devant vous des représentants de l'enseignement supérieur dans sa diversité, qui fait sa richesse. Nous avons en un an résolument pris une direction commune, celle du rassemblement de nos forces pour progresser tous ensemble. Rassembler sur un territoire autour d'une vision partagée et une stratégie de développement, les universités, les écoles et les organismes de recherche est un des grands défis de la loi de Geneviève Fioraso. Les Communautés d'Universités et d'Etablissements (COMUE) sont aujourd'hui en ordre de marche, l'ambition d'attractivité et de visibilité internationale qui est la leur doit être pleinement soutenue.

Monsieur le Président de la République, vous le savez, nous sommes très attachés à notre autonomie, autonomie toute récente et encore bien fragile. Autonomie bien limitée et encadrée aussi si nous nous comparons à nos partenaires et parfois concurrents internationaux. Selon une étude de l'association européenne des universités, sur 29 pays, la France est à la dernière place pour ce qui est de l'autonomie pédagogique.

L'autonomie, c'est finalement assez simple : c'est la maîtrise des contenus pédagogiques, c'est la maîtrise des modalités d'évaluation des étudiants, c'est la maîtrise de la qualité des recrutements. L'autonomie c'est l'innovation, l'innovation par exemple dans l'expérimentation de nouveaux modèles

pédagogiques. L'autonomie, c'est la liberté dans la créativité. L'autonomie c'est la confiance dans ses étudiants et ses personnels.

Je sais que vous avez, tout comme notre Secrétaire d'Etat, à cœur de nous permettre d'avancer en particulier par la simplification de procédures lourdes et souvent d'un autre âge. L'Université est un terrain idéal pour l'expérimentation dans toutes ses dimensions. Simplifier n'est pas uniformiser, mais clarifier.

La simplification, c'est aussi la règle –de bon sens– qui voudrait par exemple qu'une université puisse vendre ses bâtiments, et disposer des fonds récupérés pour investir, en particulier dans l'efficacité énergétique de ses bâtiments. La COP 21 a été un grand succès, et les établissements d'enseignement supérieur et de recherche s'y sont pleinement engagés. Justement, aujourd'hui nous avons besoin d'aller plus loin, nous avons besoin d'un véritable plan Marshall de rénovation et de réhabilitation de notre parc immobilier. C'est un levier formidable d'exemplarité pour que la France atteigne les objectifs qu'elle s'est fixés. C'est également un levier d'économie, de rationalisation et d'attractivité qui, nous l'espérons, pourrait figurer dans le futur programme d'investissement d'avenir.

Nous partageons la même certitude, monsieur le Président, l'avenir de la France ne se fera pas sans ses établissements d'enseignement supérieur et de recherche, sans les femmes et les hommes qui font l'Université, et celle-ci ne grandira pas sans une vraie autonomie. C'est là la condition du progrès, de la science et la promesse d'une société plus juste.

Je vous remercie.